

Burundi : un “terrorisme d’État” déployé dans le pays depuis 2015

La Libre Belgique, 15 mai 2018 Burundi: « On dirait qu’on nous a oubliés »: la société civile rappelle le drame burundais Eurac, le réseau européen d’ONG travaillant sur l’Afrique centrale, a organisé une conférence de presse mardi à Bruxelles, à l’avant-veille du référendum organisé par le régime du président Pierre Nkurunziza pour faire avaliser une modification de la Constitution qui, notamment, accroît ses pouvoirs. [Photo : Vital Nshimirimana du Forum pour le renforcement de la société civile (FORSC).]

Vital Nshimirimana, du FORSC (Forum pour le renforcement de la société civile, qui a dû s’exiler en raison de la répression au Burundi) a détaillé le “terrorisme d’État” déployé dans son pays depuis 2015, quand le président Pierre Nkurunziza a décidé de rester au pouvoir après la fin de son second et dernier mandat autorisé par l’Accord de paix d’Arusha. On déplore de 1800 à 3000 morts, 900 disparus et 432 000 réfugiés à l’extérieur du pays. 100 000 Imbonerakure Il a indiqué qu’un grand nombre des violations des droits de l’homme commises au Burundi le sont par la milice du parti présidentiel CNDD-FDD, appelée les “Imbonerakure”. Il a souligné que ceux-ci, au nombre d’environ 100 000, sont plus de deux fois plus nombreux que les militaires et policiers, qui totaliseraient 35 000 à 40 000 éléments. L’orateur a précisé que les quotas imposés par l’Accord de paix d’Arusha, qui prévoyaient que l’armée, la police et les Renseignements comprennent 50 % de Hutus et 50 % de Tutsis, ne sont plus respectés. Une enquête du Sénat en 2013, non publiée, indique et explique ce fait par la mise à la retraite de nombreux militaires tutsis, plus âgés. Cette armée a, en effet, été formée pour moitié par l’ancienne armée monoethnique tutsie et, pour moitié, par des guérillas hutues. De plus, poursuit M. Nshimirimana, depuis 2015, tous les commandants des camps militaires ont été changés. On va donc vers une armée monoethnique hutue – ce qui explique qu’elle collabore aujourd’hui avec les Imbonerakure. Pas de dialogue Marie-Louise Baricako (Mouvement des Femmes et Filles pour la paix) a souligné, pour sa part, que bien que diverses instances internationales se félicitent régulièrement du “dialogue” entre Bujumbura et l’opposition, ce dialogue n’existe pas: il y a des rencontres entre petits groupes mais aucune réunion conjointe n’a encore eu lieu depuis juillet 2015. Le Président dit qu’il n’y a pas de crise et qu’il n’y a donc rien à discuter. La médiation, confiée à l’ex-président tanzanien Benjamin Mkapa – qui se plaint de pas avoir le soutien politique des pays de l’East African Community (EAC) qui lui ont confié ce poste – n’est nulle part, mais ni l’Union africaine, ni l’Onu, ni l’Union européenne ne réagissent. L’Union africaine devrait confier cette médiation à quelqu’un d’autre. Mme Baricako a ajouté que, selon le Haut Commissariat aux Réfugiés, la crise des réfugiés burundais était la moins financée dans le monde. “On dirait qu’on nous a oubliés, que le Burundi n’est pas important. Or, si on continue à ignorer ce problème, demain ce sera le tour de la RDCongo”. L’aide de l’UE détournée Enfin, pour Eurac, Brune Mercier a souligné l’“incohérence” de l’UE, qui a suspendu ses aides directes au Burundi mais finance, via l’Union africaine, le déploiement de soldats burundais en Somalie. Or, pour y être envoyé, un soldat burundais doit signer qu’il accepte une contribution “volontaire” consécutrice en faveur du gouvernement, prise sur sa solde. Par Marie-France Cros

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});